

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 24 février au 2 mars 2026

Sommaire

En bref	2
Actualités macroéconomiques	2
CONJONCTURE.....	2
FINANCES PUBLIQUES.....	3
MARCHE DU TRAVAIL.....	3
Actualités commerce et investissement	4
COMMERCE	4
SANCTIONS.....	5
Actualités financières	5
REGLEMENTATION FINANCIERE	5
MARCHES FINANCIERS.....	6

Les développements associés au Spring Forecast de l'OBR et à la déclaration de la chancelière de l'Échiquier du 3 mars, ainsi que ceux liés au conflit au Moyen-Orient, seront traités dans les brèves de la semaine suivante.

En bref

- Sur la semaine, la livre sterling se déprécie par rapport à l'euro et atteint à 1,1466 € (-0,01 %). De même, la livre se déprécie par rapport au dollar américain et atteint 1,3431 \$ (-0,9 %).
- Au 2 mars, les rendements longs du *gilt* (obligation souveraine) sont en baisse sur la semaine : le rendement à 10 ans passe à 4,31 % (-0,5 pdb), comme le *gilt* à 30 ans qui diminue à 5,08 % (-0,1 pdb).
- Le think-tank [UK in a Changing Europe](#) publie un rapport sur l'alignement et les divergences de la réglementation du Royaume-Uni vis-à-vis de l'Union européenne.
- Katharine Braddick est nommée présidente de la [Prudential Regulation Authority](#) et vice-gouverneure de la Banque d'Angleterre en charge de la régulation prudentielle, à compter de juin prochain. Elle travaille actuellement dans la banque Barclays où elle est responsable groupe de la politique stratégique et conseillère du CEO, après 20 années passées à HM Treasury et à la PRA.
- La Financial Conduct Authority (FCA) inaugure un [nouveau mode de communication](#) avec la publication d'un premier document exprimant ses priorités réglementaires pour le domaine de [l'assurance](#), et fera de même pour 8 [autres secteurs](#) d'ici à fin mars.
- La [FCA](#) a ouvert l'accès au portail permettant aux acteurs souhaitant fournir la prestation de *targeted support* de déposer leur demande d'autorisation (voir [Brèves n°45](#) en 2025).
- Le *Payments Vision Delivery Committee* a publié la feuille de route [Payments Forward Plan](#) qui liste les initiatives britanniques dans le domaine des paiements.
- Le gestionnaire d'actifs britannique [Jupiter](#) connaît une première année de flux nets positifs depuis une décennie.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Les indicateurs d'activité et de confiance continuent de témoigner du rebond de l'activité privée en février, malgré des pertes d'emploi qui persistent. Les [indices PMI](#) de février signalent une accélération de l'activité (53,9, après 53,7 en janvier), au rythme le plus élevé depuis près de deux ans. Cette accélération est portée par l'industrie manufacturière (53,6 après 51,6) tandis que les services ralentissent légèrement (53,9 après 54,0). En parallèle, la confiance des consommateurs, mesurée par l'[indice de GfK](#), est en légère baisse (-19 en février, après -16 en janvier, et -17 en décembre 2025) avec une dégradation des ménages de la perception de leurs finances personnelles. À l'inverse, le niveau de confiance dans l'économie générale sur les 12 prochains mois reste inchangé. Enfin, le [volume des ventes au détail](#) connaît sa progression la plus importante depuis 2 ans à +1,8 % sur un mois en janvier 2026. Ce volume de ventes correspond à celui atteint en février 2020 avant la pandémie, témoignant d'une reprise de la consommation des ménages.

En janvier, le nombre de prêts hypothécaires accordés pour l'achat de logements est en baisse selon la [Banque d'Angleterre](#). Il s'établit à 60 000, soit un niveau en-dessous

de la moyenne des 6 derniers mois (64 100). Les approbations nettes de réhypothèques sont aussi en baisse pour s'établir à 38 100 en janvier (contre 38 400 en décembre). En revanche, l'emprunt net par crédits à la consommation est en légère hausse, passant de 1,7 Md£ en décembre à 1,8 Md£ en janvier. L'emprunt par d'autres formes de crédit à la consommation (prêts personnels, concessionnaires automobiles...) s'est maintenu à 0,9 Md£.

Finances publiques

Le volume de dette publique [émis](#) par le Royaume-Uni devrait diminuer l'année prochaine, pour la première fois en quatre ans. Cette prévision résulte de la moyenne des estimations de sept grandes banques d'investissement, rapportée par le Financial Times. Le montant attendu en 2026-27 s'élève à 247 Md£, contre 304 Md£ pour l'année fiscale en cours. Cette baisse s'explique à la fois par un besoin moindre de refinancement de la dette arrivant à maturité et par les efforts du gouvernement pour réduire l'emprunt suite aux hausses d'impôts annoncées lors du dernier budget.

Marché du travail

Les choix du gouvernement ont alimenté le chômage des jeunes d'après la [Banque d'Angleterre](#). Cette analyse a été faite par Huw Pill, chef économiste de la BoE, lors d'une audition du comité du Trésor de la Chambre des Communes. Il a déclaré que l'augmentation des cotisations sociales des employeurs (*National Insurance Contributions*) et la volonté d'aligner le niveau de salaire minimum des jeunes (*National Minimum Wage*) sur celui des adultes (*National Living Wage*) a eu un « effet particulier sur les jeunes de 16 à 21 ans ». L'audition intervenait une semaine après la [publication](#) d'un taux de chômage des 16-24 ans au plus haut depuis une décennie à 16,1 % au dernier trimestre 2025. Ce niveau situe le Royaume-Uni, de manière inédite depuis que cet indicateur est mesuré, au-dessus de la moyenne de l'Union Européenne s'établissant à 14,9 % fin 2025. Toutefois, les statistiques sur le marché du travail doivent être interprétées avec précaution, du fait d'une forte volatilité dans les estimations depuis quelques trimestres et d'un faible taux de réponse au *Labour Force Survey* de l'ONS.

L'octroi de visas de travail vers le Royaume-Uni a fortement [diminué](#) en 2025. Les statistiques du [Home Office](#) indiquent que 168 000 visas de travail ont été accordés en 2025, soit 19 % de moins qu'en 2024 et 50 % de moins qu'en 2023. La baisse est particulièrement marquée dans le secteur de la santé et des soins, et celui des travailleurs qualifiés. Selon plusieurs think-tanks (*Resolution Foundation, Institute for Fiscal Studies*), cette évolution pourrait avoir un [impact économique](#) significatif, avec de moindres recettes fiscales pouvant mettre le gouvernement face à un manque à gagner de 3,5 Md£ par an supplémentaires.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Le Royaume-Uni et l'UE ont signé un [accord de coopération en matière de concurrence](#), à l'occasion d'une visite du Secrétaire d'État au commerce et aux entreprises Peter Kyle à Bruxelles. L'[accord](#) renforce le dialogue bilatéral entre les autorités de concurrence des deux parties – *Competition and Markets Authority* d'une part, Commission européenne et autorités nationales de concurrence des États-membres d'autre part – sur des sujets comme le contrôle des concentrations et les pratiques anticoncurrentielles. L'accord, dont la négociation a été finalisée fin 2024, est pris en tant qu'« accord complémentaire » à l'accord de commerce et de coopération de 2020 ; la ratification doit encore intervenir pour les deux parties. P. Kyle a déclaré que ces initiatives démontrent un [renouveau](#) de la relation UE-Royaume-Uni depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement travailliste. Il souhaite que le Royaume-Uni approfondisse davantage les liens économiques et commerciaux avec l'UE, source de croissance économique. Pendant la visite, P. Kyle a également demandé à ce que le Royaume-Uni fasse partie des nouvelles règles de [préférence européenne](#) qui pourrait être instaurée par l'*Industrial Accelerator Act* : ce nouvel instrument, qui devrait être présenté par la Commission européenne dans les prochains jours, pourrait instaurer des règles de contenu local au sein des marchés publics et pour l'allocation de fonds et subventions au sein de l'UE. Le gouvernement britannique a formulé ses inquiétudes quant à la possible non-inclusion des entreprises britanniques du champ d'application de cet instrument, ce qu'il considérerait comme une barrière commerciale.

Le Royaume-Uni et le Kazakhstan ont conclu un [Memorandum of Understanding \(MoU\) sur les matières premières critiques](#). Cet accord vise à renforcer la sécurité des chaînes d'approvisionnement et à réduire la dépendance vis-à-vis de la Chine. Il s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie britannique sur les minerais critiques présentée en novembre 2025, identifiant 36 ressources essentielles pour l'économie et la transition énergétique. Le Kazakhstan produit 22 de ces minerais dont l'uranium (fournisseur de 40 % de l'uranium au niveau mondial), le titane (premier producteur mondial) ou le silicium, faisant du pays un partenaire clé pour diversifier les approvisionnements.

Le Royaume-Uni a décidé de [supprimer](#) les droits compensateurs sur les importations de fibres de verre en provenance d'Égypte, utilisées dans les secteurs automobiles et de la construction. Cette mesure, initialement héritée de l'UE, est révoquée car il n'existe aucune production de ce matériau au Royaume-Uni et par conséquent aucune industrie britannique ne risque de subir de concurrence déloyale par ces importations. La suppression de cette mesure prendra effet rétroactivement à partir du 26 juin 2025, date à laquelle elle aurait dû expirer si aucune révision n'avait été initiée. Cela signifie que les importateurs qui ont payé ces droits après cette date peuvent demander le remboursement des sommes versées.

Sanctions

Le Royaume-Uni a annoncé un paquet de [300 sanctions](#) contre la Russie, ciblant des centaines d'entités, sociétés et navires liés à l'économie russe. Il s'agit de la plus vaste série de sanctions adoptés par le Royaume-Uni depuis le début du conflit en 2022. Les sanctions visent notamment PJSC Transneft, l'une des principaux opérateurs de pipelines pétroliers transportant plus de 80 % du pétrole russe à l'étranger, ainsi qu'une cinquantaine de tankers faisant partie de la « flotte fantôme ». Le gouvernement britannique a également sanctionné des banques russes et deux chaînes de télévision géorgiennes accusées de désinformation pro-russe, gelant leurs actifs au Royaume-Uni. Enfin, le Royaume-Uni a annoncé une aide supplémentaire de plus de 30 M£ à destination de l'Ukraine. Plus de 25 M£ seront consacrés à la réparation des infrastructures énergétiques endommagées et 5 M£ seront alloués à la justice pour établir les responsabilités pour les crimes de guerre.

Actualités financières

Réglementation financière

La Financial Conduct Authority (FCA) a retenu Revolut parmi les 4 entreprises sélectionnées pour faire partie de son « bac à sable réglementaire » sur les *stablecoins*. L'appel à candidature avait été effectué fin novembre (Voir [Brèves n°43 de 2025](#)) et 3 autres entreprises ont été retenues : Monee Financial Technology, ReStabilise et VVTX. Les tests dans le bac à sable réglementaire vont commencer dès le premier trimestre 2026 et concerner des cas d'usage variés, allant des paiements transfrontaliers à la gestion de trésorerie et de collatéral pour des clients institutionnels. Le bac à sable réglementaire permet de tester les solutions proposées dans un environnement contrôlé (et avec de véritables clients) à faible échelle et d'influencer la réflexion sur les futures régulations à plus grande échelle.

La FCA [consulte](#) sur un projet de cadre obligatoire de partage des données de crédit, afin d'améliorer la qualité de l'information, renforcer la concurrence et élargir l'accès au financement. Elle propose d'introduire de nouvelles règles issues de sa [Credit Information Market Study](#) (2023), imposant aux acteurs du crédit à la consommation et du crédit immobilier un reporting obligatoire des données de crédit vers des agences de référence désignées (*Designated Consumer Credit Reference Agencies*). L'objectif est d'améliorer la couverture et la fiabilité des informations utilisées par les prêteurs pour évaluer le risque et la solvabilité. Le projet prévoit également des exigences renforcées en matière d'exactitude des données, de correction des erreurs et de traitement des litiges, ainsi qu'une meilleure prise en compte des décisions judiciaires. La réforme vise à réduire le nombre de dossiers de crédit incomplets (« *thin files* ») et de personnes sans historique (« *credit invisibles* »), à limiter le crédit non soutenable et à stimuler la concurrence entre agences de crédit. La consultation est ouverte jusqu'au 1^{er} mai.

La Banque d'Angleterre (BoE) [décide](#) d'avancer significativement l'horaire d'ouverture des règlements CHAPS. CHAPS est le système britannique de paiement interbancaires de montants importants en livre sterling. La BoE annonce l'extension des horaires matinaux de règlement de CHAPS, avec un début avancé de 06h00 à 01h30. Cette évolution, issue d'une [consultation](#) menée à l'été 2025, devrait entrer en vigueur en septembre 2027, sous réserve de la confirmation du calendrier avec les participants

directs concernés. La participation à cette *Early Morning Extension* restera optionnelle. La mesure vise à permettre des règlements plus précoces, à améliorer la gestion de la liquidité et la résilience opérationnelle, et à mieux synchroniser les infrastructures britanniques avec les marchés internationaux, via le système RTGS (*real time gross settlement*). La BoE précise que les travaux se poursuivent sur d'autres phases d'extension (par exemple jours fériés) et la trajectoire vers un fonctionnement continu (24/7).

Marchés financiers

L'entrée en [procédure d'insolvabilité](#) de Market Financial Solutions (MFS), spécialiste des prêts hypothécaires complexes, renforce la crainte de dérives sur le marché du *private credit*. MFS est dirigé depuis le 25 février dernier par des administrateurs issus d'Alix Partners, un cabinet de conseil spécialisé dans les restructurations. Cette procédure d'insolvabilité a été déclenchée suite à une alerte de créanciers sur des soupçons de fraude et d'irrégularités financières. La presse rapporte que MFS s'est financé à hauteur de 2,4 Md£ sur les marchés du crédit privé, notamment par Barclays, Jefferies ou Apollo. MFS a notamment contribué au financement du portefeuille immobilier britannique de Saifuzzaman Chowdhury, un ancien ministre bangladais dont la *National Crime Agency* avait [gelé](#) la possession de plus de 300 propriétés en juin dernier. La mise en insolvabilité de MFS s'inscrit dans le contexte d'une attention accrue des autorités britanniques aux risques posés par le *private credit*, énoncés par un récent rapport de la Chambre des Lords sur le sujet (voir [Brèves n°2 en 2026](#)).

La vente de crypto ETNs aux particuliers sera très restreinte à partir du 6 avril. Les ETN (titres de créances négociés en bourse) fondés sur les cryptoactifs sont autorisés à la vente depuis le 8 octobre dernier (voir [Brèves n°29](#) en 2025). Les crypto ETNs sont aujourd'hui accessibles via les comptes d'épargne individuelle *Stocks and Shares ISAs* ; mais HM Revenues and Customs (HMRC) a statué qu'à compter du [6 avril 2026](#), ces produits ne pourront être distribués que par l'intermédiaire des *Innovative Finance ISAs*, un compte d'épargne moins utilisé. D'après le [Financial Times](#), aucune des plateformes d'investissement les plus populaires ne proposent d'*Innovative Finance ISAs* à leurs clients, ce qui reviendrait à une impossibilité *de facto* pour les clients particuliers d'acquérir des crypto ETNs. HMRC a néanmoins précisé que les crypto ETNs aujourd'hui détenus dans les *Stocks and Shares ISAs* pourront être conservés après le 6 avril.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr